

Solidarité avec la lutte du peuple togolais!

Depuis plus d'un mois, le peuple togolais se mobilise à travers le monde pour revendiquer sa liberté.

Il était du devoir de notre revue et des associations qui la composent de soutenir cette lutte exemplaire. Car si demain, cette mobilisation porte ses fruits, c'est tout l'édifice néocolonial françafricain qui

risque de s'écrouler. Et cette aspiration à la liberté pourrait bien s'étendre pour qu'enfin le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne soit plus une chimère mais une réalité.

Togo : un coup d'État françafricain !

Nuit du 12 janvier 1963 : le sergent Éyadéma est en mission sur ordre de la France. Il doit « neutraliser » Sylvanus Olympio, seul président élu d'une république togolaise jugée trop indépendante. Il achèvera au poignard de ses propres mains le père de l'indépendance togolaise.

Éyadéma père meurt le 5 février 2005 après 42 ans d'une dictature sanglante. Quelques heures plus tard, son fils, Faure Éyadéma, ancien Ministre des Mines, de l'Équipement et des Télécommunications et surtout conseiller financier de son père, est installé au poste suprême par les Forces armées togolaises (FAT). Choisi par son père pour lui succéder à la tête de l'État,

Faure est diplômé en « Business Administration », et porte un costume civil. Il a « brillamment soldé » l'industrie des phosphates et restructuré des services publics au bénéfice des multinationales.

Les jours qui suivent, l'Assemblée nationale élue en 2002 (l'opposition boycottait le scrutin) légalise le coup d'État en changeant la Constitution, ce qui suscite nombre de réactions indignées. L'Onu, l'Union africaine, des syndicats africains et l'opposition togolaise dénoncent ces révisions constitutionnelles qui transforment l'intérim du président de l'Assemblée en un remplacement jusqu'à la fin du mandat du chef de l'État décédé, soit jusqu'en 2008.



Dimanche 13 février, plusieurs milliers de togolais manifestaient à Paris contre le coup d'État et la complicité de l'État français avec cette dictature de 42 ans.

Phosphates, caisses noires et privatisations

Chirac, qui s'est proclamé « ami personnel » de feu la brute, pleure également « l'ami de la France ». Tous les présidents de la V^e République française ont soutenu la dictature. En effet, l'argent des phosphates togolais n'a cessé d'alimenter les caisses noires de la Françafrique. Tout en appliquant les recettes néolibérales du FMI et de la Banque mondiale, Éyadéma a su préserver les intérêts de son clan et de ses « amis ».

L'aide publique au développement a été massivement détournée, et les emprunts qui sont venus gonfler la dette publique extérieure du Togo n'ont pas profité à la population qui ne cesse de s'appauvrir (68% vivait sous le seuil de pauvreté en 2004). La fortune personnelle du dictateur décédé (4,5 Milliards US\$) est trois fois supérieure à la dette du Togo (1,4 Milliards US\$ en 2002). Pour autant les créanciers publics ou privés ne renoncent pas à l'argent prêté à un dictateur mis en cause par l'Onu dans des trafics d'armes, et ce sont les travailleurs des mines ou des

cultures de rente (cacao, café, coton) qui continuent à payer la dette d'Éyadéma, après avoir financé ses appartements dans les beaux quartiers parisiens. Le dictateur vient donc de léguer à son fils le siège de tyran qu'il avait promis de céder de son plein gré en 2003. Durant 42 ans de règne, l'ancien sergent-chef, caricature de garde-chiourme néocolonial, a martyrisé et ruiné le peuple togolais pour le plus grand bénéfice de la Françafrique.

Alors, il faut le dire haut et fort : rien de ce qui se passe ces jours-ci à Lomé pour maintenir une dictature ubuesque n'est étranger à l'Élysée. Aujourd'hui, un tiers environ des togolais est contraint à l'exil pour fuir les marionnettes de l'État français en poste à Lomé. Libérer le Togo de la dictature, c'est aussi l'affaire du peuple français!

Soutenons le peuple togolais en exigeant le départ de Faure ; le retour aux libertés syndicales, associatives, de la presse, etc. ; la fin de l'ingérence française ; le départ des conseillers militaires français ; l'annulation de la dette extérieure.

Appel à mobilisation et solidarité de la diaspora togolaise

LA DÉMOCRATIE ICI ET MAINTENANT !

Après la mort d'Étienne Éyadéma qui a pillé et endeuillé le Togo pendant 42 ans de règne sanglant, l'armée familiale du dictateur installe de force l'un des fils du tyran à la tête du Togo. La diaspora togolaise en France lance un appel solennel aux démocrates africains, français et du monde entier à participer massivement à la manifestation du 20 février 2005 pour chasser la junte militaire togolaise du pouvoir. À sa disparition, l'autocrate laisse derrière lui un champ de ruines sur lequel règne une armée d'escadrons de la mort, qui continue de terroriser et de massacrer les populations civiles coupables d'aspirer à un peu plus de liberté.

Ce qu'exigent aujourd'hui les démocrates togolais c'est la fin immédiate du régime de dictature et non le ravalement de façade d'un système qui a réduit nos populations à l'état d'esclaves taillables et corvéables à merci.

LA LUTTE CONTINUE !

MANIFESTATION CONTRE LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE AU TOGO

Dimanche 20 Février 2005 à 14h de République à Bastille

À l'appel de : ARECA, ACAT, CDPA, CDPA-BT, CTR, RNDP, UFC, etc.

Contact: 06 09 77 26 45 / 06 62 38 82 56

Qui sommes-nous ?

Afrique XXI est une revue à but non lucratif réalisée par des bénévoles. Elle a pour objectif de se faire l'écho d'analyses, d'informations et d'initiatives d'organisations associatives et syndicales qui luttent afin d'obtenir une réelle alternative pour les peuples africains. Afrique XXI est et restera indépendante financièrement et dans son fonctionnement de toutes les institutions politiques, économiques et religieuses. Son comité de rédaction est composé d'associations, de syndicats et de personnes se reconnaissant dans sa ligne éditoriale et dans son mode de gestion collectif.

